



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

# 139<sup>ème</sup> ASSEMBLEE DE L'UIP ET REUNIONS CONNEXES

Genève, 14 – 18.10.2018

Conseil directeur  
Point 10

CL/203/10e)-R.1  
20 août 2018

## Rapports sur de récentes réunions spécialisées de l'UIP

### e) Evénements parlementaires à l'occasion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable de 2018 Mobiliser les parlements en faveur des ODD

New York, 16 juillet 2018

#### Résumé des discussions

Quatre-vingt-quatre parlementaires représentant 36 délégations nationales ont pris part à cet événement.

Animée par la Sénatrice Lucila Crexell d'Argentine, la réunion comptait trois intervenants, à savoir : Mme Elizabeth Cabezas Guerrero, Présidente de l'Assemblée nationale de l'Equateur, Mme Petra Bayr, parlementaire, Conseil national d'Autriche, et M. Thilanga Sumathipala, parlementaire, Parlement du Sri Lanka.

**Mme Gabriella Cuevas Barron**, Présidente de l'UIP, a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion en rappelant que le Programme 2030 mettait en exergue l'importance centrale de la fonction législative et de contrôle du parlement pour la réalisation des ODD. Elle a relevé que le thème de la réunion, qui concernait l'établissement de modes de consommation et de production durables, avait été choisi pour souligner que nous n'étions pas venus à bout de la difficulté à dissocier la croissance économique de la détérioration de l'environnement, qui pourrait se révéler insurmontable si nous ne commençons pas à réfléchir à un autre modèle économique, plus centré sur l'humain.

Mme Cuevas a en outre présenté les résultats de l'enquête menée par l'UIP concernant la participation parlementaire au Forum politique de haut niveau et aux examens nationaux volontaires qui s'y rapportent. Un tiers seulement des rapports nationaux présentés au Forum politique de haut niveau incluaient une contribution parlementaire quelle qu'elle soit et moins de la moitié des délégations nationales présentes au Forum comportaient au moins un parlementaire. Il restait donc de toute évidence fort à faire pour que les parlements aient une place à part entière dans ce processus onusien majeur.

**Mme Cabezas Guerrero**, première intervenante à prendre la parole, s'est appuyée sur l'expérience de l'Equateur pour montrer comment il était possible de passer progressivement à un mode de consommation et de production plus durable. Elle a notamment parlé de la nouvelle Constitution de 2008, qui faisait de la nature une catégorie juridique à part, qui bénéficiait du droit à l'auto-préservation. Le Gouvernement de l'Equateur était donc tenu d'adopter des politiques respectant la nature. Mme Cabezas a souligné que les progrès devaient être mesurés à l'aune du bien-être humain, et non du simple PIB. Aucune économie ne pouvait se permettre de mettre un terme à l'extraction et à l'exploitation des ressources, car une telle mesure saperait l'ancrage même de l'économie dans le monde réel. L'Equateur, qui œuvrait sur la base de cette vision du progrès, déléguait progressivement le pouvoir du gouvernement central aux pouvoirs locaux, plus proches de la population et de l'environnement. La nouvelle législation garantissant un revenu minimum et une protection sociale améliorée aux travailleurs domestiques donnait une autre illustration de l'approche centrée sur l'humain adoptée par le pays.

**Mme Petra Bayer** a évoqué les limites de l'économie verte, qui tentait d'associer des politiques émanant du mouvement écologiste (notamment la politique des 3 "R" : réutiliser, recycler et réduire) au modèle économique actuel, fondé sur la croissance. Elle a expliqué qu'il était certes important que les parlementaires soutiennent toute la panoplie des politiques de protection de l'environnement, mais qu'il était indispensable, pour une authentique durabilité dans un monde fini, d'instaurer un changement de paradigme délaissant le consumérisme en tant que mode de vie.

Mme Bayer a en outre relevé que des politiques telles que l'étiquetage vert pouvaient être facilement contournées en l'absence d'un cadre législatif et réglementaire fort. Elle a mis en garde les participants contre les initiatives reposant sur la responsabilité des entreprises et le respect volontaire de normes en lieu et place de règles contraignantes. Mme Bayer a souligné que dans ces divers domaines, les pays développés assumaient une responsabilité particulière leur imposant de prêcher par l'exemple en proposant aux pays en développement des solutions ne les enfermant pas dans le modèle économique actuel, qui ne pouvait pas être durable. Les ODD exigeaient de prendre un nouveau tournant normatif fondé sur les droits de l'homme, la paix et l'équité, qui devaient constituer le socle de toutes les politiques adoptées par tous les pays.

**M. Thilanga Sumathipala** a axé ses observations sur son expérience de Président de la Commission chargée des ODD au Parlement sri lankais. Il a expliqué que cette instance était structurée comme une commission permanente (les commissions occupant la position hiérarchique la plus élevée parmi les commissions parlementaires), ce qui signalait d'emblée le rôle fondamental joué par les ODD dans les activités parlementaires. La Commission jouait un rôle consultatif de premier plan à l'égard des commissions thématiques et contribuait à relever les lacunes et les incohérences de la procédure législative et budgétaire. M. Sumathipala a conclu en invitant instamment tous les parlementaires présents à contribuer à promouvoir les ODD à l'échelon communautaire, où la participation citoyenne est la plus cruciale pour développer l'appropriation nationale et concevoir des solutions politiques efficaces.

### **Principaux messages et recommandations**

Le débat, qui a compté quatorze interventions, a mis en lumière les points qui suivent.

- La question de la durabilité à long terme du modèle fondé sur la croissance se pose avec intensité et ne peut plus être évitée. A l'échelle mondiale, les modes de production et de consommation dépassent de loin les capacités de la planète. Ce modèle va inévitablement de pair avec la surconsommation. Comme premier pas dans la bonne direction, les politiques doivent tenter de faire passer la production d'un modèle linéaire (p. ex. produits ayant une durée de vie courte et jetés lorsqu'ils sont usagés) à un modèle circulaire (p. ex. produits conçus pour durer et tout simplement réparés ou améliorés, le cas échéant). Ce seul changement pourra faire beaucoup pour instaurer une économie ne produisant pas de déchets.

L'une des difficultés rencontrées pour élaborer des solutions de rechange au modèle actuel fondé sur la croissance vient de l'absence de définition claire de la notion d'économie verte, ainsi que d'orientations politiques susceptibles de guider la transition vers cette économie. L'étanchéité des divers domaines d'application des politiques, toujours d'actualité dans la plupart des parlements, pose par ailleurs une autre difficulté. Il a notamment été relevé que les questions de durabilité étaient circonscrites aux commissions environnementales et rarement débattues dans le cadre des commissions du commerce et des finances. L'Objectif 12, qui porte sur les modes de consommation et de production durables, offre un point d'appui bienvenu pour renforcer la cohérence politique entre les piliers économique, social et environnemental du développement durable.

- S'inspirant de l'expérience du Sri Lanka, certains participants ont estimé indispensable de se pencher sérieusement sur les commissions parlementaires. La création d'une commission permanente à part entière chargée des ODD peut ne pas se révéler la meilleure solution pour tous les parlements, mais l'existence d'une structure de coordination peut contribuer à orienter systématiquement la législation dans la bonne direction, conformément aux indications figurant dans les plans nationaux en faveur des ODD. Dans le cadre de leur travail législatif et de contrôle, les parlements doivent tenir compte du degré de mise en œuvre des ODD dans leur pays respectif. A cette fin, l'un des participants a fait référence aux indices et tableaux de bords du *Sustainable Development Solutions Network* ([www.sdqindex.org](http://www.sdqindex.org)), qui constitue une excellente ressource pour les parlements.

- Pour basculer vers l'économie verte et les politiques en faveur de l'humain qui en découlent, il est indispensable de créer un nouvel ensemble de critères de mesure. Le PIB, l'inflation, les taux d'intérêt et les autres indices courants ont sans aucun doute un rôle à jouer dans la politique économique, mais ils ne devraient pas continuer à être prioritaires. L'élaboration des politiques devrait plutôt reposer sur des indicateurs du bonheur reflétant la satisfaction subjective, ainsi que sur les nouveaux paramètres transversaux tels que l'empreinte écologique, que le public devrait aussi bien connaître que les indicateurs économiques traditionnels.

### **Conclusion**

Mme Cuevas, Présidente de l'UIP, a résumé la discussion en trois points, qui sont les suivants : en premier lieu, chaque parlementaire doit veiller à ce que les ODD bénéficient à tous, quelles que soient l'idéologie personnelle ou les politiques. Ensuite, les politiques ne doivent pas se limiter à des solutions technocratiques, mais refléter les aspirations et les valeurs réelles des populations. Enfin, les parlementaires doivent s'engager davantage en faveur de l'institutionnalisation des ODD afin de contribuer à leur réalisation dans les douze années qui nous séparent encore de 2030.